

À San Luis Rio Colorado (État de la Sonora), une défenseure des droits humains et sa famille ont subi des menaces et des manœuvres d'intimidation répétées de la part de la police locale après avoir dénoncé des violences policières. Ils sont toujours en danger.

Martha Solórzano Martínez, militante installée à San Luis Rio Colorado (État de la Sonora), près de la frontière nord du Mexique, a subi des menaces répétées de la part de la police municipale en raison des plaintes qu'elle a déposées contre la police pour abus de pouvoir, corruption et mauvais traitements. Selon les informations obtenues, elle a organisé une manifestation pacifique le 25 février devant le quartier général de la police à San Luis Rio Colorado parce qu'un jeune avait été arrêté la veille par la police municipale et passé à tabac si violemment qu'il avait dû être hospitalisé. Les policiers impliqués ont intimé l'ordre à Martha Solórzano Martínez de se taire et de ne pas porter plainte, en lui lançant l'avertissement suivant : « Maudite femme... Je vais te balancer à la police et à l'armée. » Le commandant de la police municipale a refusé de rencontrer les manifestants et aurait menacé Martha Solórzano Martínez de « la faire dégager par la force » si elle participait à la manifestation. Le 21 mars, Martha Solórzano Martínez a appelé le président du conseil municipal à soutenir ce dernier dans sa condamnation des violations commises par la police municipale.

Le 9 mars 2012, le fils de Martha Solórzano Martínez, Jorge Luis Zavala, a été arrêté par la police municipale pour sa participation présumée à des faits violents. Il a ensuite été déclaré coupable, bien que sa famille et lui soient convaincus que l'affaire a été forgée de toutes pièces en représailles au militantisme de Martha. Jorge Luis Zavala affirme que des policiers lui auraient dit lors de son arrestation : « On te connaît. Tu es le fils de la fouineuse. Maintenant on va la baiser. » Il demeure en prison en attendant qu'il soit statué en appel.

Le 1er mars 2014, Jorge Luis Zavala a été transféré à 600 kilomètres de la capitale de l'État sans aucune explication. Sa mère et lui ont été informés par des tiers que sa vie était en danger en prison du fait des activités de celle-ci en faveur des droits humains. Amnesty International craint que Martha Solórzano Martínez ne soit elle aussi victime de représailles.

COMPLEMENT D'INFORMATION

En novembre 2013, la mise en place de mesures de protection policière en faveur de Martha Solórzano Martínez a été ordonnée dans le cadre du mécanisme fédéral de protection des défenseurs des droits humains. Deux policiers de l'État de la Sonora ont été mobilisés à cet effet. Cependant, les visites au fils de Martha Solórzano Martínez, actuellement en détention, n'entrent pas dans le cadre de cette protection.

Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont souvent victimes d'agressions, de menaces, de manœuvres d'intimidation et d'homicides du fait de leurs activités légitimes et cruciales. Les auteurs présumés de ces attaques ne sont pratiquement jamais traduits en justice. Amnesty International s'est félicitée de la création du mécanisme de protection pour les défenseurs des droits humains et les journalistes en 2012.

Néanmoins, parmi la grosse centaine de défenseurs des droits humains et de journalistes en danger ayant demandé une protection, beaucoup n'ont pas reçu de réponse pertinente ou en temps voulu, ce qui a suscité un sentiment de frustration, d'insécurité et de désillusion.

Bien que le gouvernement assure que le mécanisme fonctionne correctement, celui-ci est loin d'être totalement opérationnel car il manque de personnel formé et de ressources et ne dispose pas du soutien politique à haut niveau dont il a besoin pour que ses mesures de protection soient appliquées par les autorités à tous les niveaux. Les auteurs d'agressions jouissent de l'impunité car les enquêtes sont inefficaces et souvent menées par les autorités étatiques, soupçonnées de préférer elles-mêmes des menaces, ce qui alimente un cercle vicieux. Le mécanisme de protection ne devrait être qu'un élément d'une stratégie globale visant à lutter contre les violences commises à l'encontre des défenseurs des droits humains et des journalistes.

Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral n'a pas réagi de façon convaincante face à l'hostilité qui prévaut à l'égard de ces personnes dans plusieurs États mexicains.